

# LA FORCE DE LA PAIX



Avançons sur

**La route de la paix**



**CÔTE D'IVOIRE**

## Éditorial

Le mardi 19 septembre 2006, a commencé pour la Côte d'Ivoire, une cinquième année placée sous le signe de la crise. Or le processus de paix appuyé par les Nations Unies et l'Union Africaine (UA) aurait dû, aux termes de la Résolution 1633 du 21 octobre 2005 du Conseil de sécurité, aboutir à des élections générales, et partants, réunifier le pays.

Les protagonistes de la crise ivoirienne n'ayant pu s'accorder sur divers aspects de la feuille de route de la transition, parmi lesquels l'actualisation des listes électorales et le désarmement, le délai fixé ne pouvait à l'évidence être tenu. Fixer les modalités d'une nouvelle transition, tel est donc le but d'une série de réunions fixées en octobre tant au niveau de la CEDEAO que de l'Union africaine puis du Conseil de sécurité de l'ONU.

Ces rencontres se situent dans le prolongement logique de la réunion d'évaluation tenue à New York le 20 septembre à l'invitation du Secrétaire Général des Nations Unies. Lors de cette réunion, le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, M. Pierre Schori, a insisté sur les dangers qu'encouraient la Côte d'Ivoire, les Ivoiriens et ceux qui leur venaient en aide. " Ceci nous conforte dans la conviction qu'il est important d'agir maintenant dans l'urgence ", a dit le chef des Opérations de Maintien de la Paix de l'ONU, M. Jean-Marie Guéhenno, à la sortie de cette réunion tenue en marge de la 61<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations Unies.

### Du surplace pour la feuille de route

Pourtant, la réunion a pris note du lancement, par le Premier ministre et les parties au conflit, des phases initiales du désarmement des combattants, du démantèlement des milices, de l'identification des populations et du rétablissement de l'autorité de l'Etat à travers le pays. Pour le RSSG aussi, des avancées ont été constatées au cours de l'année qui vient de s'écouler mais des reculs aussi. " Des développements positifs tendant vers l'organisation d'élections libres, régulières, ouvertes et transparentes ont été enregistrés et, plus récemment, les examens scolaires ont pu être organisés dans le Nord du pays ", avait-il remarqué à la mi-septembre, avant de noter qu'il restait pas mal d'ombres sur le tableau, telles les audiences foraines, qui se poursuivaient " à un rythme lent ". Le DDR était au point mort et la refonte de l'armée, renvoyée aux calendes grecques.

La période qui a précédé la réunion du 20 septembre avait été assez mouvementée. Le 26 juillet, le Conseil de sécurité avait saisi le Comité des sanctions afin d'indexer l'attitude de deux membres influents du parti présidentiel pour leur rôle dans les violences qui avaient secoué le pays en juillet après leur opposition à la tenue des audiences foraines destinées à délivrer les titres d'identité.

### Déchets toxiques sur fond de crise politique

Ensuite est survenu le scandale des déchets toxiques déversés dans la ville d'Abidjan à la fin du mois d'août, qui ont intoxiqué des milliers de gens, coûté la vie à 10 personnes et poussé le Premier ministre Charles Konan Banny à annoncer, le 6 septembre, la démission de son gouvernement, qui fut réinstallé quelques jours

plus tard avec de légers remaniements, après le limogeage de deux ministres. C'est pour débloquer la situation que le GTI a décidé, le 8 septembre à Abidjan, de donner une nouvelle impulsion au processus de paix en réclamant le vote d'une nouvelle résolution qui " renforce de manière décisive les pouvoirs " du Premier ministre. Cependant, l'invitation d'aller à New York a été déclinée par le Président Gbagbo au motif que " le temps des négociations [était] terminé ". Tout au long de la troisième semaine du mois d'août, des politiciens de la mouvance présidentielle ont fustigé la communauté internationale, qu'ils ont accusée d'inertie. Le Secrétaire Général des Nations Unies, M. Kofi Annan, s'est déclaré " profondément préoccupé " par les propos incendiaires qui, selon lui, alimentaient de " graves tensions " en Côte d'Ivoire.

### Vers une nouvelle transition plus courageuse

Confrontée aux blocages graves opposés au processus de paix, la réunion de New York, qui a rassemblé autour du Secrétaire Général - outre le Premier ministre Charles Konan Banny, Henri Konan Bédié, Alassane Ouattara et Guillaume Soro - les Présidents Blaise Compaoré du Burkina Faso, Sassou Nguesso du Congo, John Kufuor du Ghana et Thabo Mbeki d'Afrique du Sud, les ministres des Affaires étrangères et les représentants du Mali, du Niger et du Nigeria, ainsi que le Président de la Commission de l'Union africaine, M. Alpha Oumar Konaré, et le Secrétaire exécutif de la CEDEAO, M. Mohamed Ibn Chambas, a donc confirmé le report des élections pour la seconde fois. Les causes de ces blocages avaient été identifiées le 8 septembre par le GTI, qui avait noté " la dualité institutionnelle et les conflits d'interprétation juridique entre les résolutions du Conseil de sécurité et la Constitution ivoirienne ", ainsi que " l'impossibilité pour le Premier ministre d'exercer les pouvoirs qui lui ont été attribués par la Résolution 1633, notamment pour les nominations aux emplois civils et militaires ".

Dans sa déclaration liminaire, le Secrétaire Général avait souligné " la nécessité d'examiner et de rechercher des solutions aux questions critiques concernant la prolongation de la période de transition, au-delà du 31 octobre 2006, les mesures de gouvernance à mettre en place pour la nouvelle période de transition, y compris les garanties et les règles de base pour assurer le succès de la mise en œuvre de la feuille de route, ainsi que la nécessité de sortir de l'impasse actuelle dans des domaines clés tels que le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion et les audiences foraines pour l'identification des populations " ■

Georges Njoh Monny

Écoutez ONUCI-FM,  
La Radio des nations unies en Côte d'Ivoire

" La Fréquence de la Paix "

Abidjan 96 MHz - Abengourou 94.7 MHz - Bangolo 93.7 MHz - Bouake 95.3 MHz - Bouna 102.8 MHz - Bondoukou 100.1 MHz - Daloa 91.4 MHz - Danane 97.6 MHz - Daoukro 94.7 MHz - Guiglo 93.7 MHz - Korhogo 95.3 MHz - Man 95.3 MHz - San Pedro 106.3 MHz - Seguela 95.3 MHz - Yamoussoukro 94.4 MHz - Odiéne 95.3 MHz - Zénoula 93.7 MHz



Des magistrats ivoiriens et des observateurs (dont des UNPOL), lors d'une audience foraine dans le nord du pays.

## Audiences Foraines : Diagnostic Partiel

*Mi-juillet 2006, le Premier ministre de Côte d'Ivoire a entamé l'envoi dans les quatre coins du pays d'une cinquantaine d'équipes techniques d'audiences foraines en vue de l'identification des personnes nées en Côte d'Ivoire et dépourvues de papiers. Confrontée à ses débuts à l'hostilité des partisans du président Gbagbo, les audiences foraines se sont néanmoins tenues jusqu'à début août. C'est alors que la Primature va publier un guide entérinant les requêtes du camp présidentiel. Ce qui changea dans la foulée le rôle assigné aux audiences qui, initialement, délivraient des jugements supplétifs ainsi que des certificats de nationalité. Aux termes du " Guide ", les tribunaux ne devaient plus délivrer que les premiers.*

Cette nouvelle approche a divisé, au plan politique, les partis signataires des Accords de Linas-Marcoussis.

Le taux de fonctionnement des audiences est ainsi tombé de 80% par jour à 20% puis à 10%. Les tribunaux n'ont pas fonctionné avec un égal bonheur au Sud et au Nord. Vers la mi-septembre, les audiences foraines furent interrompues : les ordres de mission des responsables n'avaient pas été prolongés.

Quelques semaines après l'arrivée du tribunal itinérant dans la région de Korhogo, le Bureau de l'Information de l'ONUCI, a pu assister à ses séances, le 1er septembre 2006, dans la commune de Fonofla, à environ sept kilomètres à l'ouest, sur l'axe Korhogo-Boundiali. Les audiences se déroulaient sur

deux sites : au sein de la Mission catholique de Fonofla et à l'Ecole communale. L'église était occupée par le médecin du tribunal pour ses visites médicales. Deux cents mètres plus loin, l'audience réunissait le juge, le greffier et le requérant.

Une douzaine de " volontaires " prêtait main forte aux requérants analphabètes pour remplir leurs formulaires tandis que deux représentants du sous-préfet enregistraient les demandes destinées à l'administration régionale.

Un travail de rigueur et de bon sens

Entre le tribunal et les volontaires étaient installés les représentants des partis politiques, cinq au total dans cette journée (MPCI, RDR, PDCI, MFA, UDPCI), deux policiers des Nations Unies (un homme et une femme)

ainsi qu'un membre de la Division électorale. Ils avaient statut d'observateurs.

Auprès d'eux veillaient des éléments du Bataillon nigérien (dix soldats armés à bord de deux véhicules militarisés assuraient la sécurité du site) et un officier des FAFN non armé.

Ce 1er septembre, des centaines de requérants piétinaient dans l'attente de leurs jugements supplétifs. Arrivé la veille, le tribunal devait quitter les lieux le lendemain. C'était donc son dernier jour à Fonofla. Le chargé de l'information de l'ONUCI, qui s'inquiétait de savoir si tous les requérants pourraient être auditionnés, reçut l'assurance que tout le monde le serait. " La visite médicale ne dure que deux minutes par personne.

Ensuite, le requérant passe par ici pour s'assurer que tout est en règle avant de se présenter devant le juge ", a expliqué Claude Kiamba, observateur à la Division électorale de l'ONUCI.

M. Jérôme Trabi est juge et président du tribunal de Korhogo. Un magistrat rigoureux. Tous les jours sans faute, son tribunal siège. Au nom de la transparence, le juge Trabi a accepté que le Bureau de l'Information de l'ONUCI filme tous les aspects du processus des audiences foraines, y compris les auditions.

En trente-cinq minutes, le juge a entendu vingt requérants, dont la majorité ne savent ni lire ni écrire. Aussi, la plupart des auditions se déroulent en présence d'un interprète ■

(Suite voir la page 9)

# Les Nations Unies face aux déchets toxiques en Côte d'Ivoire

L'affaire des déchets toxiques en Côte d'Ivoire a défrayé la chronique, soulevé de vives protestations et poussé à la démission le premier Gouvernement de Transition du Premier ministre Charles Konan Banny.

Faisant face pour la première fois à une situation humanitaire grave et préoccupante, l'Etat de Côte d'Ivoire, qui au fil des jours a vu affluer vers les hôpitaux et les centres de santé un nombre sans cesse croissant de personnes à consulter, a lancé un appel à la communauté internationale pour l'aider à juguler un fléau qui avait déjà fait des victimes (en majorité des enfants) au sein d'une population angoissée et terrorisée.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Pierre Schori, a appelé à une grande mobilisation de toute la famille onusienne, qui a travaillé en collaboration avec la cellule de crise mise sur pied par la Primature.

En effet, dès les premières heures, le système des Nations Unies a déclenché sa "task force". Les agences concernées sont entrées en action et fait des dons de médicaments à la Pharmacie de Santé Publique pour soulager la population qui n'y avait pas accès. La famille onusienne a fourni une assistance technique par l'envoi, sur place à Abidjan, d'une équipe de cinq experts de la Coordination et de la Gestion des Désastres naturels des Nations Unies (UNDAC) avec pour objectif le renforcement des capacités du Gouvernement et des partenaires dans les secteurs de la coordination stratégique et de la gestion de



Une vue d'un camion citerne ayant transporté les déchets toxiques dans les décharges publiques d'Abidjan.

l'information relative aux déchets toxiques et aux mesures de santé et de sécurité. Toujours dans le même but, des équipements de protection et des matériels pour la sécurisation physique et le balisage des sites d'une valeur d'environ 5 millions de dollars ont été remis au ministre de la Défense. Ces équipements sont composés de masques respiratoires, de gants, de combinaisons jetables, ainsi que divers petits matériels de sécurisation de dépôts des déchets toxiques. D'autres experts, tels des toxicologues et des

environnementalistes, ont été mis à contribution.

Par ailleurs, un soutien technique a été apporté à la Société de Distribution d'Eau en Côte d'Ivoire (SODECI) et à la Direction de l'Hydraulique humaine pour l'analyse périodique de l'eau et la détermination des besoins nécessaires pour l'intensification de cette analyse.

Concernant l'aide humanitaire, en dehors des dons de médicaments, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et l'ONUCI ont poursuivi leurs visites dans les Centres Hospitaliers Universitaires (CHU), les centres de santé ainsi que sur les sites de déversements anarchiques des déchets toxiques pour évaluer les besoins. Il faut remarquer que tous les sites n'ont pas été identifiés, car selon l'équipe d'experts de l'UNDAC, "de nouveaux sites peuvent être découverts à tout moment".

A ce jour, 17 sites ont pu être identifiés et sont en train d'être traités par des opérations de pompage, a indiqué Henri Petit grand, porte-parole du groupe Sèché, maître d'œuvre des travaux. Les déchets, une fois pompés, sont stockés dans des conteneurs et seront à terme acheminés hors de Côte d'Ivoire par bateau, où ils seront traités par des laboratoires spécialisés.

La Représentante d'OCHA, Mme Besida Towne, a donné l'assurance qu'après le départ des experts de l'UNDAC un plan d'action sera élaboré pour le suivi de l'état sanitaire et la vérification constante du degré de toxicité des déchets. L'hydrogène sulfuré, qui est la principale composante de ces déchets, s'est évaporé et ne contient pas de substances radioactives qui auraient pu constituer un risque majeur pour la population. Cependant, des recherches sont encore en cours pour situer dans un avenir proche les risques que peuvent causer sur la santé et les aliments les autres composantes des déchets toxiques, à savoir le mercaptan et les phénols.

Entre-temps, des mesures sont prises pour limiter les risques éventuels d'une contamination des aliments vers l'homme. Ainsi, il a été annoncé la destruction des cultures maraichères à proximité des sites pollués. Dans une circulaire, le ministère des Ressources halieutiques a interdit la pêche dans les lagunes et les baies de la zone d'Abidjan ■

Juliette Amantchi



Un site de déversement des déchets toxiques, interdit d'accès, près d'Akouédo.



Une rue de Dacca, la capitale du Bangladesh.



## Impression de Dacca

**E**stimée à environ 147 millions d'habitants, avec une superficie de 147.570 km<sup>2</sup> - à peu près le tiers de la Côte d'Ivoire -, le Bangladesh est le pays le plus densément peuplé au monde avec 1.023 habitants au km<sup>2</sup>. Notre première impression ? Que de monde ! Dacca, la capitale, est la plus grande ville du Bangladesh. Elle est impressionnante et riche en couleur. Avec ses 10 millions d'habitants, c'est une cité où se côtoient tradition et modernisme. Immeubles, " shops " (petits magasins) et musées

constituent l'architecture de cette mégalopole. Les voitures et les " rickshaws " - taxis traditionnels locaux qui se comptent par milliers - sillonnent les rues dans tous les sens, occasionnant ainsi des bouchons invraisemblables qui durent parfois des heures. La population est composée à 98% de Bengalis et de peuples musulmans venus de l'Inde. La langue officielle est le bengali. Toutefois, l'anglais est couramment parlé dans les administrations et dans le système éducatif. Le Bangladesh a un climat de type tropical. La culture

principale est le riz : les deux tiers des Bangladais travaillent dans le riz, le moindre lopin de terre est une rizière. A Dacca comme dans le reste du pays, l'on trouve presque tous les fruits exotiques. La majorité des Bangladais n'est pas habituée aux étrangers mais c'est un peuple accueillant et chaleureux. Ils sont généralement drapés dans leur tenue traditionnelle, le " penjab ", une sorte de tunique portée aussi bien par les hommes que par les femmes.

## Les femmes dans l'armée Du Bangladesh

**B**ien que le Bangladesh ait eu comme Chef d'Etat une femme, et ce pendant quinze ans, c'est seulement en 2001 que les femmes ont été admises dans les Forces Armées. Aujourd'hui, une centaine de femmes officiers font partie de l'Armée, qui compte 150.000 soldats. Mais des efforts sont en cours pour attirer davantage de femmes dans la profession.

Aujourd'hui, trois jeunes recrues féminines se réjouissent des progrès réalisés. En leur temps, être une femme dans l'Armée

attirait sur soi les regards. Mais déterminées à prendre leurs marques, ces jeunes femmes ne se sont guère laissé gagner par le découragement.

Une des premières femmes à intégrer l'Armée du Bangladesh, le Capitaine Afsana Rahman, admet y avoir d'abord trouvé la vie " peu un dure ". Mais en tant que membre des Signals' Corps, elle estime aujourd'hui que ses collègues femmes et elle-même se sont montrées tout aussi capables que les hommes.



Des femmes de l'armée du Bangladesh, posant avec Rosamond Bakari.

" Nous avons tous le même but - que l'on soit un homme ou une femme -, qui est de servir notre pays. Je suis fière d'avoir eu cette occasion ", affirme-t-elle.

Aujourd'hui les choses ont changé. " Maintenant, ils sont fiers de nous voir dans nos uniformes et ils n'ont plus l'air choqué comme avant ", dit-elle.

Toute petite, le Lieutenant Tansina, vingt-deux ans, rêvait de servir dans l'Armée quoiqu'elle savait que les femmes n'y étaient pas autorisées.

" J'avais l'habitude de voir mon père, qui était un commandant, habillé dans son uniforme d'armée et je rêvais du jour où moi aussi j'allais pouvoir en porter. J'ai vraiment voulu travailler dans l'Armée et j'ai toujours dit à mon père que même si

je ne parvenais pas à être un officier, j'intégrerais le corps médical en tant que civil. " Aussi, en 2001, quand l'Armée du Bangladesh a décidé de recruter des officiers femmes, le Lieutenant Tansina savait qu'elle allait pouvoir réaliser son rêve. " J'ai su que ce qui se produisait était historique et j'ai voulu en faire partie. Ce ne fut pas difficile d'arrêter mon choix parce que ma famille m'approuvait pleinement. " Travaillant aujourd'hui comme ingénieur, elle est déterminée à aller le plus loin possible dans sa carrière.

Pour sa part, le Lieutenant Tabasuri a voulu intégrer l'Armée parce que sa personne dans sa famille n'avait encore eu cette chance et elle a voulu être la première. " J'ai pensé que m'enrôler dans l'Armée serait une intéressante expérience, un défi. Cela s'est avéré

juste".

Sur la question de savoir si elle n'était pas intimidée en travaillant aux côtés des hommes, Tabasuri répond sans se démonter : " Je ne me suis jamais sentie inférieure aux hommes. Ma mère a toujours travaillé. Je suis capable de faire le même travail que n'importe quel homme. " Tout en reconnaissant que les hommes sont souvent physiquement plus forts que les femmes, Tabasuri ajoute que " les femmes compensent leur déficit en résistance par la force de leur intelligence ".

L'Armée du Bangladesh semble partager son avis, puisqu'elle avait dépêché des officiers féminins dans les écoles et les universités afin d'attirer de nouvelles recrues ■

Rosamond Bakari

## La " Fièvre de la relève " gagne le bataillon Bangladais

Le jeudi 15 août 2006 à l'aéroport de Yamoussoukro, un sentiment d'excitation planait dans l'air, tous le sentaient. Pourtant, il n'y avait là rien d'étonnant puisque ce jour-là, 300 soldats du contingent bangladais rentraient au pays au bout d'un an de mission parmi les troupes de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

C'est vrai, la vie ici m'a procuré bien des joies, c'était une expérience magnifique mais j'ai hâte de rentrer chez moi pour retrouver les miens, ils m'ont tellement manqué ", dit le Major Mohammed Zulfikar Haider, commandant adjoint du Bataillon de Génie bangladais stationné à Daloa.

Le Major Mohammed Zulfikar Haider disait ainsi tout haut ce que quelques-uns d'entre eux au moins, sinon tous les 300 hommes du Bataillon bangladais, pensaient tout bas. Il a ajouté qu'il était naturellement habitué, en tant que soldat, à vivre séparé de sa famille, mais au fond, ça n'était jamais facile.

Cela dit, il reconnaissait qu'en fin de compte il n'était pas le plus mal loti parce que sa femme travaillait comme chirurgien dentaire dans l'Armée et que, par conséquent, elle était en mesure de comprendre les impératifs du service. " Mais je ne crois pas que mes filles



Des soldats bangladais retrouvent leur pays après des mois de missions en Côte d'Ivoire.

l'entendent de cette oreille ", dit-il, " je leur manque et elles me manquent aussi beaucoup ". A mesure que l'heure du décollage approchait, le flot des bavardages ne cessa de gagner en volume et puis, alors que les troupes formaient sagement une queue pour embarquer à bord de l'avion - un énorme Boeing 747, tout devint subitement clair : ils ne pouvaient tenir plus longtemps. Le brouhaha se poursuivit jusqu'à 13 heures

et quart, quand l'avion s'éleva dans les airs. Au bout d'une heure de vol, il atterrit à Accra, au Ghana, où l'on comprit soudain que ce n'était pas le plus court chemin pour rentrer au pays.

Mais, fait bizarre, les trois heures perdues à s'approvisionner en carburant ne réussirent guère à tempérer l'enthousiasme des troupes.

Un soldat, le Private Omar Faroque, traduit le sentiment de tous en déclarant : " Je viens de passer un an en Côte d'Ivoire. Qu'est-ce que ça peut bien me faire d'attendre quelques heures de plus ? " Il ne croyait pas si bien dire. Il fallait compter 16 heures pour atterrir à Dacca - 5 heures de vol d'Accra à Djibouti, 3 heures d'attente sur place, avant de supporter 6 autres heures de vol de Djibouti à Dacca.

Entre-temps, le tumulte avait cessé et la plupart des soldats s'étaient endormis.

Mais lorsque le pilote annonça qu'il nous restait une heure de vol pour atterrir à Dacca, tout le monde se réveilla et l'agitation reprit.

Un officier, le Major Taherul Islam, eut alors ces mots : " Nous n'en avons plus pour longtemps, maintenant. Nous volons à présent sous le ciel de l'Asie. " En effet, il avait raison car le temps s'est accéléré d'un seul coup et, à 14 heures à nos montres, nous nous sommes rendu compte qu'à Dacca on était encore la veille, mercredi 16 août.

C'est ainsi que notre avion atterrit en terre bangladaise.

Contre toute attente, il n'y eut pas d'éclat de joie. Cependant, les larges sourires sur les visages des soldats en disaient long.

Et une fois de plus, ce fut le Major Taherul qui résuma tout haut ce que tous pensaient tout bas : " Qu'elle est douce, notre mère patrie, qu'elle est douce !" recrues ■

R.B

## L'Armée du Bangladesh dans les missions De maintien de la paix de l'ONU

L'engagement de l'Armée du Bangladesh au service des missions de maintien de la paix des Nations Unies est indiscutable. Le Secrétaire Général, M. Kofi Annan, a dit du Bangladesh qu'il est le leader des pays les moins avancés en matière de contribution de troupes dans le maintien de la paix.

En près de huit ans, de 1988 à 1996, le pays est passé de la simple expédition de quelques observateurs militaires au rang le plus élevé des pays contributeurs de troupes au sein des Nations Unies. C'est une réalisation et un engagement dont le Bangladesh est fier et qu'il prend au sérieux.

A cet effet, l'Armée bangladaise est en voie de développer des institutions uniquement destinées aux activités de maintien de la paix de l'ONU. Elle a récemment créé dans son siège une Direction Outre-Mer chargée de l'Emploi en relation directe avec le Département des Opérations de Maintien de la Paix.

" Notre travail consiste à mobiliser nos troupes pour des fonctions au sein des opérations de maintien de la paix de l'ONU, de les soutenir en leur fournissant un appui logistique à l'étranger puis les démobiliser une fois de retour au pays ", explique le Général de brigade Rashidul Zaman, le responsable de cette direction. Il ajoute que la réputation de son armée force le respect pour ses



Le commandant du BIPSOT, le général de brigade Saiful Ali.

activités dans les missions de maintien de la paix et qu'elle s'efforce de la maintenir intacte.

Les Nations Unies reconnaissent, indique-t-il, qu'en raison de la bonne volonté du Bangladesh à envoyer des troupes dans les missions de maintien de la paix, ses soldats et ses officiers ont acquis une expérience inestimable qui leur a forgé cette réputation de professionnalisme. " Il n'y a aucun prétendant de substitution avec une telle expérience. C'est la raison pour laquelle les Nations Unies viennent toujours à nous ", explique-t-il.

Fort de ces acquis, l'Institut de l'Armée du Bangladesh pour la Formation aux Opérations d'Appui à la Paix (BIPSOT) est en voie d'obtenir la reconnaissance de l'ONU pour ses cours. " Ceci signifie que ces cours, qui seront dispensés par des Bangladais et des instructeurs de l'ONU, seront reconnus partout dans le monde, et ceux qui les suivront pourront travailler n'importe où, au sein des missions de maintien de la paix de l'ONU ", conclut le commandant du BIPSOT, le Général de brigade Saiful Ali.

Les officiers et les soldats reçoivent une variété d'enseignements : maîtrise des manifestations susceptibles de dégénérer, délivrance des soins de santé ou hygiène préventive.

Bien que l'Institut donne principalement des formations de pré-déploiement pour les officiers et les troupes du Bangladesh, il attire également des stagiaires d'autres pays d'Asie. Il envisage de former des soldats et des officiers originaires du monde entier.

Depuis 1988, les troupes du Bangladesh ont servi dans 20 missions de paix des Nations Unies. Environ 9.000 soldats bangladais sont actuellement déployés dans 11 missions et le pays vient d'être invité à envoyer quelque 2.000 soldats supplémentaires pour le renforcement de la FINUL au Liban ■

R. B

# Quand 60 dollars transforment la vie d'une famille entière

Naseema Begum n'est jamais allée à l'école et, comme la plupart des femmes de son petit village, à proximité de Dacca, elle s'attendait à ce que sa vie soit un rude combat. " J'étais mariée et j'avais deux enfants. Nous étions pauvres et malgré les efforts que fournissait mon mari, la vie était toujours difficile ", explique Naseema. Il y a neuf ans, une femme de son village lui parla du système de microcrédit de Grameen Bank. Elle décida alors de l'essayer. Elle approcha la banque pour demander un prêt de 4.000 taka (en monnaie bangladaise, l'équivalent de 60 dollars)." Pour moi, c'était beaucoup d'argent parce que ma famille n'en avait jamais eu autant auparavant ", affirme Naseema. Puisqu'elle savait déjà coudre et que sa famille possédait quelques poulets, Naseema a décidé d'ouvrir une boutique de couture et une ferme de volailles. Une fois que la boutique et la ferme ont prospéré, Naseema a remboursé son prêt initial et emprunté de nouveau 200.000 taka (environ 3.000 dollars), afin de développer ses entreprises.

Aujourd'hui, son épargne s'élève à 1.300.000 taka (environ 19.500 dollars). Naseema emploie trois personnes dans son magasin, et trois autres à la ferme de volailles. Son train de vie a changé. Elle possède une petite télévision couleur et un téléphone portable, une source de revenus supplémentaire



Une équipe du Bureau de l'Information de l'ONU en compagnie du prix Nobel de la paix, Muhammad Yunus.

puisqu'elle commercialise les appels auprès des villageois. Ses deux fils vont à l'école et elle est le soutien principal de sa famille. " Je n'avais jamais pensé que ma vie pourrait devenir meilleure. Je suis si heureuse et j'encourage les femmes à s'adonner au système de microcrédit ", soutient-elle. L'universitaire bangladais Muhammad Yunus, le fondateur de la banque Grameen, est reconnu comme étant celui qui inventa le système de microcrédit en 1976. Le prix Nobel de la paix lui a été décerné cette année pour sa contribution à l'allègement de la pauvreté dans le monde.

Aujourd'hui la banque Grameen, qui

signifie " banque rurale ", appartient aux populations pauvres du milieu rural qu'elle sert : ses emprunteurs possèdent 90% de ses parts, alors que les 10% restants sont détenus par le gouvernement du Bangladesh.

Les Nations Unies ont déclaré 2005 comme l'Année internationale du Microcrédit. Le Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan, estime que " dans bien des pays, le micro-financement s'est révélé une arme efficace contre la misère et la faim. Il permet d'améliorer réellement le sort des gens, surtout de ceux qui en ont le plus besoin. " ■

Rosamond Bakari

## Le bataillon Bangladais en Côte d'Ivoire

Avec plus de 2700 soldats déployés en Côte d'Ivoire dans le cadre de la force de militaire de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI), le bataillon bangladais est le seul à être déployé à la fois dans les secteurs Est et Ouest. Le plus grand nombre de soldats bangladais est déployé dans le secteur Ouest, avec environ 1.500 hommes, repartis à travers les seize camps basés, entre autre, à Man, Odienné, Danané, Zuenoula, Daloa et Bonoufla.

Dans le secteur Est, un contingent bangladais, initialement venu en Côte

d'Ivoire pour effectuer des activités de DDR, a été par la suite déployé comme un bataillon normal à Yamoussoukro. En plus de ces deux contingents, il existe aussi l'équipe médicale et le génie bangladais, connus, respectivement, sous les noms de BANMED et de BANENGR. A l'instar de tous les soldats de la force de l'ONU CI, l'activité principale des contingents bangladais consiste en la sécurisation de la zone de confiance aux moyens des patrouilles, effectuées à pied ou en véhicule, ainsi qu'à la tenue des points de contrôle. Ils contribuent également à effectuer avec d'autres contingents, la surveillance de

l'embargo sur les armes. Par ailleurs, les contingents ont fortement contribué à la sécurisation des examens scolaires ainsi qu'à la tenue des audiences foraines dans le Nord et dans l'Ouest du pays.

En plus des activités de maintien de la paix, les soldats bangladais du BANMED et du BANENGR mènent des actions humanitaires telles que la réhabilitation des routes, la fourniture de soins médicaux gratuits, la fabrication de tables-bancs scolaires ainsi que des opérations de salubrité dans les villes comme Daloa et Zuenoula. ■

R.B



(suite de la page 3)

Quinze des vingt demandes sont acceptées, et trois rejetées parce que les requérants avaient moins de treize ans (en lot de consolation, ils reçoivent chacun un poster de la campagne de communication des audiences foraines) ; enfin, les deux autres sont déclarées irrecevables, les requérants ayant déjà eu des extraits de naissance, qu'ils avaient perdus. " Il y a un registre des extraits de naissance numéroté ; seulement, ce tribunal ne travaille pas sur ce registre ; nous sommes ici pour fournir les jugements supplétifs à ceux qui n'en ont jamais eu ", explique fermement le juge.

#### Des résultats contrastés

Le juge Trabi a une technique pour confondre les requérants. Par exemple, il tend la main en disant : " Donne-moi ta pièce d'identité ou ton extrait d'acte de naissance. "Machinalement, ces derniers fouillent leurs poches à la recherche de ce que le juge leur demande, avant de le regarder d'un air confus.

S'ils ne produisent aucun papier, le juge leur demande alors : " Quel était donc le numéro de ton extrait de naissance ? Ton père ou ta mère ne te l'ont jamais dit ? " Ils disent qu'ils n'en ont pas et qu'ils n'en ont jamais eu. Le juge fixe alors l'un des témoins du regard et demande : " Est-ce vrai qu'il a eu un extrait de naissance ? " Il s'assure que tous ces témoins ont connaissance des conséquences du flagrant délit de mensonges.

Autre technique éprouvée par le juge : il demande aux requérants, des jeunes pour la plupart, s'ils étaient scolarisés. Aucun ne l'est. Il s'enquiert alors auprès des plus âgés comment des adultes de vingt-cinq ans se retrouvaient sans papier. Le cas se présenta même où, le père comparaisant en tant que témoin, le juge lui demanda : " Pourquoi n'aviez-vous pas déclaré votre fils ? " Réponse du père : " C'était une erreur, j'étais irresponsable. "

Entre la mi-juillet et fin août, le juge Trabi a délivré 8.000 jugements supplétifs. Les premières semaines, avant la modification du mandat du

tribunal, plus de 1.000 certificats de nationalité avaient été octroyés. Le juge n'a aucun commentaire à faire sur les décisions politiques. La tête haute, il remplit sa mission du mieux qu'il peut. " Mon travail est de mettre en application la loi et mon tribunal le fera sans parti-pris. Tous ceux qui se présenteront devant ce tribunal seront traités de la même manière. "

Selon le juge et les " volontaires ", l'information n'a pas posé problème au niveau du tribunal parce que, expliquent-ils, une équipe partait toujours en éclaireur travailler dans les communes : afficher des posters (offerts par la Division de l'Information et l'Union européenne) pour informer les autorités locales de l'arrivée imminente du tribunal, et leur expliquer qui était concerné par le processus ou non et où ce dernier tiendrait audience. Ils distribuaient également aux autorités communales des formulaires afin que les personnes concernées puissent les remplir dans un maximum de temps, car la majorité était analphabète ■

Lee Woodyear



Un magistrat arrivant sur le site des audiences foraines.



Un vieil homme examiné par un casque bleu de l'ONUCI.

## Une journée de travail ordinaire

Le Secteur Est s'étend de la ville méridionale d'Aboisso et, par-delà Bouaké (qui abrite la base régionale de l'ONUCI et le siège des Forces Nouvelles) et Korhogo, jusqu'à Tengrela, une bourgade de 19.000 habitants située à moins de 5 km de la frontière du Mali. A l'Est, 700 km de frontière le séparent du Ghana. Le secteur compte plus de 2.000 soldats déployés sur 22 sites, auxquels s'ajoutent 7 postes de la police de l'ONU (UNPOL), 7 bureaux de l'Unité électorale et 7 correspondants permanents d'ONUCI-FM répartis sur plusieurs villes. Ces chiffres n'intègrent pas Abidjan, qui constitue à elle seule un secteur.

De quoi est fait le quotidien de tous ces gens-là ? D'abord, il y a les opérations de routine.

### Des patrouilles sécurisantes

Le 5 septembre 2006, les opérations de routine des contingents consistaient à assurer la garde des bases de l'ONUCI (22 sites à protéger 24 heures sur 24, y compris le siège du Secteur Est), mission qui nécessite un effectif d'au moins 100 hommes. Il fallait également, afin de renforcer la sécurité, exécuter des patrouilles de routine : ainsi, 45 patrouilles ont été organisées ce jour-là, 20 par les observateurs militaires - des opérations qui durent mobiliser au moins 40 hommes et femmes à bord de 10 véhicules -, et 25 par les soldats des contingents. Une patrouille nécessite à chaque fois de 3 à 6 hommes et 1 ou 2 véhicules, et au total

près de 60 éléments par jour. Il fallait en outre établir des check-points à travers le secteur : le jour en question, 13 furent mis en place. Selon la densité du trafic routier, un check-point nécessite entre 5 et 10 hommes ; seulement, comme il doit rester opérationnel 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, le total de l'effectif à pied d'œuvre excède allègrement 250 éléments. Au bout du compte, les activités de routine mettent à contribution 450 à 500 hommes.

### Transport et protection des délégations

Les bataillons spécialisés tels que le Bataillon de Transport pakistanais, le Bataillon de Génie pakistanais, le Détachement de l'Armée de l'Air ghanéenne et l'Unité médicale ghanéenne conduisent leurs propres opérations de routine : ils ravitaillent les bases de l'ONUCI, transportent les personnes extérieures au staff de l'ONUCI telles que le Groupe de Travail international ou les délégations des Forces Nouvelles, construisent de nouvelles installations pour les soldats de la paix, réparent les routes, exécutent des vols de reconnaissance et soignent les malades. Ce 5 septembre 2006, ces tâches, ajoutées au convoiement à Yamoussoukro des professeurs chargés de surveiller les examens dans le Nord, au transport à Yamoussoukro de plus de 3.000 kilos d'épreuves des centres d'examens de la zone sous contrôle des Forces Nouvelles et à la construction d'un nouveau camp militaire destiné au contingent jordanien

en déploiement sur Bouaké, ont nécessité environ 320 hommes.

Veiller sur les audiences foraines et les examens

La composante militaire du Secteur Est de l'ONUCI avait aussi, le même jour, la charge de sécuriser les audiences foraines à Ferkessedougou, Boundiali, Tiébissou et Bouna, sans compter une mission d'observation à Daoukro : au total, 25 hommes sur la brèche. En plus de son implication exceptionnelle en tant qu'appui au Ministère de l'Education nationale pour l'organisation des examens 2005-2006 dans le Nord et l'Ouest du pays, dont les épreuves avaient débuté le 28 août et devaient prendre fin le 24 septembre - opération qui dut mobiliser, le 5 septembre, 75 hommes et femmes pour le Secteur Est -, l'ONUCI veillait en outre à la sécurité de la rencontre des cinq principaux leaders de partis politiques ivoiriens à Yamoussoukro. Cette mission, qui impliquait la sécurisation de la Fondation Félix-Houphouët-Boigny, de l'hôtel " Le Président " et de l'aéroport de Yamoussoukro, dut mobiliser plus de 500 soldats. Entre-temps, une tentative de cambriolage avait eu lieu à la succursale de la BCEAO à Korhogo. Une quarantaine d'hommes surveillent cette banque nuit et jour. Mais à la suite du cambriolage manqué, l'on avait dû faire appel à du renfort pour mener l'enquête : 2 cambrioleurs furent ainsi appréhendés puis mis à la disposition des Forces Nouvelles.

### Un travail d'organisation impressionnant

Afin de mener à terme toutes ces opérations, les officiers et leurs collaborateurs ont dû penser et repenser les consignes à donner et à respecter, les vérifier et revérifier. Il a fallu résoudre des problèmes de logistique, de communication, de véhicules et de carburant. Des convois spéciaux et des visites sur le terrain ont été organisés pour les autorités civiles et militaires (le COE s'est rendu en personne, sous escorte militaire, avec 2 véhicules et 10 hommes, à Tiébissou, Kouassi-Kouassikro, Brobo, Djébonoua, N'Gatta-Dolikro et Sakassou). Au total, les unités médicales à travers le secteur ont prodigué des soins médicaux gratuits à 119 Ivoiriens. Le rapport de ces activités a été dressé et expédié au siège de l'ONUCI à Abidjan. ■

Lee Woodyear

# Forte mobilisation de L'ONUCI pour le succès des examens dans le Nord et l'Ouest du pays

Quelque 48 000 élèves du Nord et l'Ouest de la Côte d'Ivoire, candidats au Baccalauréat et au Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC), ont pu tenir leurs examens de fin d'année entre le 28 août et le 3 septembre 2006, grâce aux efforts conjugués des Nations unies, de la Force Licorne, du gouvernement ivoirien et des Forces Nouvelles. Débutés le 28 août par le Baccalauréat et le BEPC, ces examens, qui concernent au total 48 000 élèves, ont pris fin le 3 septembre avec le passage du Certificat d'Etudes Primaires et Élémentaires (CEPE) et le concours d'entrée en 6ème.

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire(ONUCI) a déployé depuis le dimanche 27 août 2006 ses avions, ses hélicoptères, ses véhicules, ainsi que des centaines de membres de son personnel, pour le transport et la sécurisation des épreuves ainsi que des copies d'examens. Plus de 48 000 documents d'examens sous scellés ont été transportés dimanche d'Abidjan vers les zones d'examens par l'ONUCI, sous la surveillance des Directeurs régionaux de l'Education nationale (DREN).

A l'occasion des épreuves écrites qui avaient débuté le jeudi 31 août, les Forces impartiales (ONUCI et Licorne) ont transporté chaque jour les épreuves dans les 58 centres d'examens répartis à travers le Nord et l'Ouest du pays. Elles livraient, tôt le matin, les différents sujets au président du jury de chaque centre d'examen. Elles transportaient ensuite les copies des candidats à 12h 30. Elles en faisaient de même pour les épreuves de l'après-midi. Le personnel de l'ONUCI déployé pour cette opération n'avait pas d'autre rôle que d'assurer matin, midi et soir, la sécurité des épreuves et des copies des candidats.

De ce fait, il ne touchait pas aux caisses d'acier où étaient conservées les



Les casques bleus inspectant, à l'aéroport de Bouake, des malles scellées contenant des épreuves d'examens scolaires.

épreuves tant qu'elles n'étaient pas verrouillées et les clefs, qui étaient gardées dans les centres d'examens, remises aux présidents des jurys. Sécuriser, Déplacer, Patrouiller

" Notre travail est de les [les épreuves et les copies] sécuriser, les déplacer et de patrouiller dans les secteurs où elles seront données ", a indiqué le Colonel Mamadou Fodé Camara du Niger, le Chef des Opérations au siège régional de l'ONUCI à Bouaké.

Cependant, transporter et sécuriser les épreuves et les copies d'examens de 58 centres est un travail énorme. Cela nécessite non seulement des centaines de soldats, mais également un grand nombre de véhicules et des milliers de litres de carburant. " C'est une grande opération dont l'importance est capitale pour les jeunes de ce pays.

Mes hommes feront tout ce qu'ils pourront pour lui assurer un succès. Nous sommes très heureux de contribuer à cette étape importante du processus de paix ", a expliqué le commandant du

Secteur Est, le Colonel-Major Moha-med Chakik du Maroc.

Les préparatifs de ces examens ont mobilisé beaucoup d'énergie le mois dernier. Les soldats de la paix, la police et le personnel civil de l'ONUCI ont travaillé avec la force Licorne, le bureau du Premier ministre, le ministère de l'Education nationale et les Forces Nouvelles. Chaque détail de l'opération avait été discuté, et les opérations à travers les villes où les examens avaient lieu, également planifiées.

Les forces de maintien de la paix de l'ONUCI avaient été chargées de transporter et d'assurer la sécurité des examens. Les forces françaises de l'opération Licorne devaient agir en tant que force de réaction rapide en cas de problèmes pendant la période des examens. Elles étaient également chargées de sécuriser une partie des épreuves ■

(Suite voir page 12)

Les agences de l'ONU et les ONG en observateurs

Les casques bleus de l'ONUCI étaient chargés de transporter et de garder les épreuves et les copies d'examen. La force française de l'opération Licorne se tenait prête à agir comme force de réaction rapide, mais avait la responsabilité de la sécurisation de certains documents des examens. Les agences du système des Nations Unies (UNICEF, UNFPA, PNUD, OCHA) et Save the Children étaient présentes en observateurs dans chaque centre d'examen, de même que l'ONUCI. " Notre rôle est d'être présent dans les centres et de nous assurer, avec les autres autorités du ministère de l'Education nationale et des Forces Nouvelles, que tout se déroule sans problème ", a indiqué Miguel Iraola, le chef de la police des Nations Unies (UNPOL) dans le secteur Est. Le personnel militaire et civil de l'ONUCI et le personnel de Licorne ont tous exprimé leur satisfaction de faire partie de cette opération. Ils se sont estimés heureux de pouvoir aider les futurs cadres de ce pays à continuer leurs cursus scolaires. " L'éducation est un tremplin fondamental pour le progrès et le développement de tout pays ", a indiqué Jean-Pierre D'Almeida, le chef de la Section des Affaires civiles de l'ONUCI à Bouaké. Sa section avait travaillé inlassablement au cours de la semaine pour s'assurer que toutes les divisions de l'ONUCI au sein du bureau régional de Bouaké fonctionneraient au rythme de la préparation des examens.

Tous mobilisés

Le personnel de l'ONUCI, les représentants du ministère de l'Education nationale et les FN étaient présents le dimanche 27 août à l'Aéroport international de Bouaké pour observer l'arrivée des documents des examens. Le personnel de l'ONUCI, l'UNICEF, Licorne, un officier des Forces Nouvelles et les représentants du Directeur régional de l'Education de Bouaké ont inspecté les caisses dans lesquelles étaient conservés les

documents, une fois déchargées sur le tarmac, afin de vérifier si les bons documents avaient été transportés au bon endroit. Après cela, une partie des documents a été transportée par un hélicoptère de l'ONUCI à Bouna et à Séguéla. Une autre partie, transportée à Korhogo, devait être distribuée à Boundiali, Tengrela et Ferkesse-dougou. Dans le même temps, des milliers de ces documents étaient convoyés vers la base régionale de l'ONUCI à Bouaké. Tôt le même jour, un autre vol convoyait d'Abidjan, des documents d'examen directement à Man et à Odienné.

" En quelques heures seulement, nous avons eu tous ces documents d'examen, en lieux sûrs, sous la sécurité des forces impartiales ", a expliqué Miguel Corte-Real, l'officier de liaison et de coordination pour l'ONUCI. Miguel Corte-Real était le point focal civil pour cette opération, en collaboration avec le Major Loukili, le Chargé des opérations, et le Capitane Eric Gachet d'UNPOL. " Nous serions heureux d'avoir un plus grand rôle dans cette opération, et de contribuer davantage si cela s'avérait nécessaire ", a expliqué à l'ONUCI le Lieutenant-Colonel Jean-François Auran, l'officier de liaison de Licorne, interrogé à sa base militaire de Bouaké. Le sentiment de joie était partagé par toutes les personnes qui furent impliquées dans cette opération. Quoique ce fût un dimanche, chacun avait tenu son rôle. Du pilote russe au soldat marocain, tous semblaient contents de faire partie de cette

opération. Le chargé de programme de l'UNICEF, coordinateur des agences des Nations Unies dans la région de Bouaké, M. Alain Oria, à la fin de sa dernière réunion dimanche à 21 heures, s'est félicité du travail abattu. " Nous sommes prêts pour le début des examens demain (lundi) matin. Chacun sait où il doit être, on peut dire que les examens ont commencé ", s'était exclamé M. Oria.

Derniers examens éclatés

Le Ministre de l'Education Nationale, Michel Amani Nguessan, qui a effectué des visites surprises dans les centres d'examens, s'est déclaré satisfait et a exhorté tous les acteurs à assurer le maximum de crédibilité au processus. Selon le Ministre de l'Education nationale, qui s'est rendu à Bouaké pour rencontrer les Forces Nouvelles, ces examens seront les derniers à être organisés à des moments différents dans le pays. Il a promis que les prochains seront organisés, en même temps, dans tous le pays. L'ONUCI, les forces françaises et les agences de l'ONU avaient apporté leur appui, en février et mars 2006, dans des proportions plus grandes, à la tenue des examens qui n'avaient pas été organisés dans le Nord et l'Ouest depuis deux ans. Ces examens avaient permis à plus de 80 000 élèves habitant l'Ouest et le Nord du pays de poursuivre leur cursus scolaire. ■

Lee Woodyear



Des soldats onusiens transportant des épreuves d'examens scolaires dans le nord de la Côte d'Ivoire..